

**ARRETE N° 2024 /0146**  
**REGLEMENTANT LA VOIRIE URBAINE – Modification de Circulation**

LE MAIRE DE MILLAU,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ; notamment les articles L2212-1, L 2213-1 et suivants,  
**Vu** le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L112-2 et suivants,  
**Vu** l'arrêté municipal n°438 du 26 Mai 2015 réglementant la circulation générale et le stationnement sur le territoire de la Commune de Millau,

**Considérant** la demande de l'entreprise **ENSIO - avenue Olivier Perroy 13790 ROUSSET** effectuant l'installation de boîtiers de répéteurs de signal concernant la télérelève des compteurs d'eau pour le compte de **VEOLIA**.

**Considérant** les perturbations de circulation qui pourraient être entraînées du fait de **ces travaux** ;

**Considérant** qu'il appartient au Maire, de prendre toute mesure propre à éviter les accidents ;

**ARRETE**

ARTICLE I : Par dérogation aux dispositions générales de l'arrêté du 26 Mai 2015 modifié susvisé :

**L'empiétement sur la chaussée, des véhicules de l'entreprise ENSIO (nacelle) sera autorisé :**  
**Sur les voies, nécessaires à l'installation d'un boîtier répéteur de signal situé sur les mâts d'éclairage public ou supports ENEDIS, dans l'agglomération de Millau du 05/02 au 03/05/24 au fur et à mesure de l'avancement du chantier mobile.**

ARTICLE II : La signalisation relative à cette interdiction sera mise en place par les soins, aux frais et sous la responsabilité du mandataire. Sa responsabilité pourra être engagée en cas de défaut ou même d'insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché de manière lisible pendant toute la durée de son application.

ARTICLE III : Les droits des tiers, notamment ceux des riverains, sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE IV : Le présent arrêté sera publié et transmis au registre des arrêtés du Maire.

ARTICLE V : Conformément à l'article R.421.5 du Code de la Justice administrative, le présent arrêté peut-être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE VI : M. Le Directeur Général des Services de la Mairie de Millau, M. Le Directeur des Services Techniques, M. Le Commandant de Police Nationale, M. Le Responsable de la Police Municipale et tous les agents de la force publique présents sur le territoire pendant la période visée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis à l'intéressé.

Fait à Millau le 30 janvier 2024  
Par délégation de Mme la Maire  
**Malika BESOMBES**

Directrice du service Etudes et Travaux neufs  
Adjointe au Directeur général des Services techniques

